

HOOFDSTUK VI. — *Bepalingen van andere besluiten die van toepassing zijn op het wetenschappelijk personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Franse Gemeenschap*

Art. 28. Onverminderd de bepalingen van dit statuut, zijn de personeelsleden waarop het van toepassing is, onderworpen aan de voorschriften die, voor de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de regeling bepalen inzake :

- 1° onvereenigbaarheden en cumulatie van activiteiten;
- 2° toezicht op de lichamelijke geschiktheid;
- 3° de administratieve standen;
- 4° de verloven, met inbegrip van de regelingen inzake loopbaanonderbreking en herverdeling van werk;
- 5° dienstanciënniteit;
- 6° toelagen en vergoedingen van alle aard;
- 7° schorsing in het belang van de dienst;
- 8° tuchtregeling;
- 9° ambtsneerlegging;
- 10° evaluatie;
- 11° disponibiteit;
- 12° gedragsregels.

Art. 29. Voor de toepassing van de bepalingen bedoeld in artikel 28, dient respectievelijk te worden verstaan onder :

- de Minister : de bevoegde minister;
- de Directieraad : de wetenschappelijke raad;
- ambtenaar : lid van het wetenschappelijk personeel.

Voor de toepassing van dezelfde bepalingen, wordt de directeur geacht titularis van een graad van rang 15 te zijn.

Art. 30. Wanneer een zaak bij de raad van beroep, ingesteld met toepassing van de regels bedoeld in artikel 11, door een onder dit besluit vallend personeelslid aanhangig wordt gemaakt, dan wordt hij bijgestaan door een referendaris die door de ambtenaar-generaal wordt aangewezen.

De opdracht van die referendaris wordt in onderlinge overeenstemming tussen die ambtenaar-generaal en de voorzitter van de raad van beroep vastgesteld.

De referendaris is nooit stemgerechtigd.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 31. Iedere ambtenaar van het wetenschappelijk personeel van elke instelling die onder de Franse Gemeenschap ressorteert op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, wordt, overeenkomstig de hierna vermelde tabel, benoemd in een graad die hem in een rang en in een categorie situeert en die hem machtigt tot het bekleden van een van de betrekkingen die bepaald zijn in de personeelsformatie vastgesteld door de Regering die overeenstemt met deze graad.

| Nieuwe rang | Nieuwe graad | Huidige rang | Huidige graad |
|-------------|--------------------------|--------------|--------------------------|
| A | Assistent | A | Assistent |
| A | Eerste assistent | A | Eerste assistent |
| B | Werkleider | B | Werkleider |
| C | Geaggregeerde werkleider | C | Geaggregeerde werkleider |

Art. 32. Het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat wordt opgeheven.

Art. 33. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 34. De Minister van ambtenarenzaken wordt belast et de uitoefening van dit besluit.

Brussel, 17 december 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,
De Minister van Ambtenarenzaken,
Chr. DUPONT

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[2004/200787]

**17 DECEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
fixant le Règlement d'ordre intérieur du Musée royal de Mariemont**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 4, 4°;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 établissant le règlement organique du Musée de Mariemont;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 août 1985 fixant le règlement d'ordre intérieur du Musée royal de Mariemont;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 30 janvier 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 31 janvier 2002;

Vu le protocole n° 291 du Comité de négociation du Secteur XVII conclu le 4 juin 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 3 novembre 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports;

Vu la délibération du Gouvernement du 17 décembre 2003;

Arrête :

Article 1^{er}. Le Directeur du Musée royal de Mariemont est soumis à l'autorité du fonctionnaire général dirigeant la Direction générale de la Culture du Ministère de la Communauté française, ci-après appelé le Directeur général.

Il correspond avec le Ministre compétent et avec les autres Ministres par la voie du Directeur général. Toutefois, en sa qualité de conservateur du Domaine, il peut, en cas de nécessité et exceptionnellement, s'adresser directement aux Ministres ou fonctionnaires généraux dont relève la gestion des autres parties du Domaine.

Art. 2. Le Directeur ne peut s'absenter pendant plus de trois jours ouvrables consécutifs sans l'autorisation du Directeur général. Lorsqu'il s'absente, il veille à assurer la continuité de la direction en désignant un remplaçant conformément aux stipulations de l'article 8 du règlement organique. Ce remplaçant exerce les mêmes fonctions et responsabilités et jouit des mêmes prérogatives que le Directeur pendant la durée du remplacement, sauf en matière de dépenses.

Le Directeur scientifique ne peut s'absenter pendant plus de trois jours ouvrables consécutifs sans l'autorisation préalable du Directeur. Lorsqu'il s'absente, il veille à assurer la continuité de la direction scientifique en désignant un remplaçant conformément aux stipulations de l'article 8 du règlement organique. Ce remplaçant veille à la bonne continuité des activités scientifiques de l'établissement.

Art. 3. Dans le cadre du Musée, le Directeur exerce les responsabilités et jouit des prérogatives que lui confèrent les statuts et règlements. Il assure l'exécution des arrêtés et règlements. Il veille au bon fonctionnement des services et au maintien de la discipline. Il s'assure de la présence de tous les agents, scientifiques ou non, affectés à l'établissement de manière permanente, temporaire ou exceptionnelle, en ce compris la présence du Directeur scientifique. Il répartit entre eux les tâches administratives, techniques et spécialisées (accueil, présentation, documentation et formation pédagogique, notamment) et, en concertation avec le Directeur scientifique, les tâches de recherche et de conservation en tenant compte de la compétence respective des agents.

Art. 4. Tous les membres du personnel quel que soit leur statut sont soumis à l'autorité du Directeur, en ce compris le Directeur scientifique. Il peut placer certains d'entre eux sous l'autorité du Directeur scientifique ou d'un premier gradué pour autant qu'ils aient un grade inférieur.

Art. 5. Après application des dispositions concernées du statut syndical, le Directeur fixe les horaires de service compte tenu de la limitation légale des heures de travail et des dispositions réglementaires générales relatives aux jours de repos et aux congés conformément à ce qui est prévu pour les agents des Services du Gouvernement de la Communauté française.

Les membres du personnel peuvent être astreints de façon régulière ou occasionnelle à des prestations en dehors des heures normales de travail, ainsi que les jours fériés légaux et les jours de fermeture du Musée, pour autant que la durée moyenne hebdomadaire totale de leurs prestations ne dépasse pas le maximum légal. Ils peuvent également être astreints à des prestations qui, bien qu'inhérentes à leurs fonctions, ne peuvent être considérées comme normales.

En outre, les membres du personnel peuvent être appelés exceptionnellement à des travaux supplémentaires. Les prestations nocturnes, dominicales et exceptionnelles donnent lieu à l'octroi des indemnités réglementaires.

Art. 6. Aucun membre du personnel ne peut s'absenter sans l'autorisation du Directeur, sauf maladie ou cas de force majeure. Dans ces deux cas, l'agent est tenu d'avertir immédiatement le Directeur ou son délégué par téléphone, en précisant la durée probable de son absence.

Les membres du personnel qui bénéficient d'une mission sur le territoire de la Communauté française ou en dehors de celui-ci sont tenus d'en rendre compte par écrit dans la quinzaine qui suit leur retour, sur demande de la direction.

Art. 7. Le Directeur scientifique, en concertation avec le Directeur, confie aux membres du personnel scientifique qu'il désigne la gestion scientifique des collections et répartit entre eux les objets en fonction des compétences de chacun. Il fixe la manière dont doivent être constitués et tenus les fichiers et dossiers documentaires et en réglemente l'accès. Il peut, de l'accord du Directeur général, faire appel à des spécialistes étrangers à l'établissement pour étudier certains objets de collection ou effectuer toute publication qui s'y rapporte.

Outre la gestion scientifique des collections, les membres du personnel scientifique peuvent être chargés, occasionnellement ou de façon régulière, de tâches à caractère administratif en relation avec cette gestion, pédagogique ou de relations publiques dans le cadre des activités normales du Musée. Chacun d'entre eux consacre trois cinquièmes de son temps normal de service à la gestion scientifique des collections et aux autres tâches précitées. Il en consacre deux cinquièmes à des travaux personnels pour autant que ceux-ci s'inscrivent dans le cadre des disciplines et domaines scientifiques dont relèvent les collections qu'il gère. Ces travaux sont effectués sous la direction et le contrôle du Directeur scientifique, éventuellement assisté d'un spécialiste étranger à l'établissement, s'il le juge utile.

Art. 8. Les agents affectés à la surveillance des salles publiques portent une tenue réglementaire pendant le temps où ils sont en rapport avec le public. Cette tenue leur est fournie aux frais de la Communauté française qui en assure l'entretien.

Il leur est interdit d'accepter des pourboires et de fumer dans les locaux où cela est défendu.

Art. 9. Des agents affectés au personnel du Musée peuvent assurer les fonctions de concierge de la grille d'honneur du parc en dehors des heures normales de service. Ils veillent à l'ouverture et à la fermeture des grilles en se conformant aux consignes données par le Directeur. Ils bénéficient en échange du logement, feu et lumière dans les pavillons attenants aux grilles.

Art. 10. Les jours et heures d'ouverture du Musée au public, ainsi que le montant des droits à acquitter éventuellement à l'entrée sont fixés par le Ministre compétent ou son délégué, sur proposition du Directeur.

Le Directeur ne peut fermer le Musée sans l'autorisation du Directeur général ou son délégué, sauf en cas de force majeure, notamment lorsque moins de quatre membres du personnel sont présents dans les salles et surfaces d'accueil. Dans ces cas, il informe immédiatement le Ministre de sa décision et des circonstances qui l'ont motivée.

Art. 11. Le paiement d'un droit d'entrée éventuel donne lieu, en toute circonstance, à la délivrance d'un ticket. Celui-ci porte mention de la date de sa délivrance.

Toute entrée d'argent dans la caisse enregistreuse tenue à l'accueil ou à la boutique du musée doit obligatoirement faire l'objet d'un ticket remis au visiteur.

Le montant éventuel des entrées, ainsi que le produit de la vente des publications éditées aux frais de la Communauté française, est porté au compte du Patrimoine du Domaine de Mariemont.

Art. 12. La sécurité intérieure du Musée et les modalités des visites sont réglées sur place par le Directeur, qui donne les instructions nécessaires au personnel intéressé. Il détermine les locaux où il est interdit de fumer en se conformant aux réglementations en vigueur en la matière et porte cette interdiction à la connaissance du public et du personnel au moyen d'une signalisation adéquate.

Les visiteurs qui seraient surpris à fumer dans les locaux où cela est interdit, à toucher aux objets exposés, à provoquer d'une façon quelconque du désordre ou du scandale seront immédiatement exclus du Musée sans que cette mesure leur donne droit à réclamer le remboursement de la somme payée à l'entrée.

Art. 13. Toute détérioration involontaire causée par un visiteur donne lieu à réparation civile. Elle fera l'objet d'un constat écrit dressé par le Directeur ou son délégué; ce document sera signé par l'auteur du dégât, qui y ajoutera ses observations éventuelles.

Les dégradations volontaires et les vols tombent sous le coup des lois pénales.

Art. 14. L'Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 août 1985 fixant le règlement d'ordre intérieur du Musée royal de Mariemont est abrogé.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} jour du mois qui suit le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 16. Le Ministre de la Culture, du Budget et de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 décembre 2003.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[2004/200787]

17 DECEMBER 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het "Musée royal de Mariemont"

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 4, 4°;

Gelet op het Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van het organiek reglement van het Museum van Mariemont;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 augustus 1985 houdende het huishoudelijk reglement van het Koninklijk Museum van Mariemont;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 30 januari 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 31 januari 2002;

Gelet op het protocol nr. 291 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII, gesloten op 4 juni 2003;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 3 november 2003 bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 17 december 2003;

Besluit :

Artikel 1. De directeur van het "Musée royal de Mariemont" wordt onderworpen aan het gezag van de ambtenaar-generaal die aan het hoofd staat van de Algemene Directie Cultuur van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, hierna de Directeur-generaal genoemd.

Hij houdt correspondentie met de bevoegde Minister en met de andere Ministers via de Directeur-generaal. Als conservator van het Domein kan hij evenwel, ingeval van noodzakelijkheid en in uitzonderlijke gevallen, zich direct richten tot de Ministers of ambtenaren-generaal die de andere delen van het domein beheren.

Art. 2. De Directeur mag niet langer dan drie opeenvolgende werkdagen afwezig zijn zonder toelating van de Directeur-generaal. Wanneer hij afwezig is, zorgt hij voor de continuïteit van de directie door een vervanger aan te wijzen overeenkomstig de bepalingen van artikel 8 van het organiek reglement. Deze vervanger oefent hetzelfde ambt uit en heeft dezelfde verantwoordelijkheden en prerogatieven als de Directeur tijdens de duur van de vervanging, behalve wat de uitgaven betreft.

De Wetenschappelijk directeur mag niet langer dan drie opeenvolgende werkdagen afwezig zijn zonder de voorafgaande toelating van de Directeur. Wanneer hij afwezig is, zorgt hij voor de continuïteit van de wetenschappelijke directie door een vervanger aan te wijzen overeenkomstig de bepalingen van artikel 8 van het organiek reglement. Deze vervanger zorgt voor de goede continuïteit van de wetenschappelijke activiteiten van de instelling.

Art. 3. In het kader van het Museum oefent de Directeur de verantwoordelijkheden uit en heeft hij de prerogatieven die uit de statuten en reglementen voortvloeien. Hij zorgt voor de uitvoering van de besluiten en reglementen. Hij zorgt voor de goede werking van de diensten en voor het behoud van de discipline. Hij controleert de aanwezigheid van alle wetenschappelijke of niet-wetenschappelijke ambtenaren, die permanent, tijdelijk of uitzonderlijk op de instelling werken, met inbegrip van de aanwezigheid van de Wetenschappelijk directeur. Hij verdeelt onder hen de bestuurszaken, de technische en gespecialiseerde zaken (ontvangst, voorstelling, documentatie en pedagogische vorming, inzonderheid) en, in overleg met de Wetenschappelijk directeur, de onderzoeks- en conservatietaken door rekening te houden met de bekwaamheden van de ambtenaren.

Art. 4. Alle personeelsleden, welk ook hun statuut moge zijn, zijn onderworpen aan het gezag van de Directeur, dus ook van de Wetenschappelijk directeur. Hij kan sommigen onder hen onder het gezag zetten van de Wetenschappelijk directeur of van een eerste gegradueerde voor zover zij van een lagere graad zijn.

Art. 5. Na de toepassing van de betrokken bepalingen van het syndicaal statuut, stelt de Directeur de dienstregelingen vast houdende rekening met de wettelijke beperking van de werkuren en de algemene verordening-bepalingen inzake rustdagen en verlofdagen overeenkomstig wat bepaald is voor de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

De personeelsleden kunnen regelmatig of occasioneel verplicht zijn prestaties uit te voeren buiten de gewone werkuren, alsmede op zon- en feestdagen en op de sluitingsdagen van het Museum, voor zover de gemiddelde totale wekelijkse duur van hun prestaties het wettelijk plafond niet te boven gaat. Ze kunnen eveneens verplicht zijn prestaties uit te voeren die niet als normaal mogen worden beschouwd, alhoewel ze met hun ambt gepaard gaan.

Daarenboven kan uitzonderlijk aan de personeelsleden gevraagd worden supplementaire taken uit te voeren. De prestaties tijdens de nacht, op zondag en in uitzonderlijke gevallen geven recht op reglementaire vergoedingen.

Art. 6. Geen enkel personeelslid mag afwezig zijn zonder de toelating van de Directeur, behalve ingeval van ziekte of wegens overmacht. In beide gevallen dient de ambtenaar onmiddellijk de Directeur of zijn afgevaardigde telefonisch te verwittigen en de vermoedelijke duur van zijn afwezigheid aan te geven.

De personeelsleden die een opdracht hebben op het grondgebied van de Franse Gemeenschap of buiten dat grondgebied, dienen dit binnen de veertien dagen volgend op hun terugkomst schriftelijk te melden, op de aanvraag van de directie.

Art. 7. De Wetenschappelijk directeur vertrouwt samen met de Directeur aan de leden van het wetenschappelijk personeel dat hij aanstelt, het wetenschappelijk beheer van de collecties toe en verdeelt onder hen de voorwerpen in functie van de bekwaamheden van elk. Hij stelt de manier vast waarop de documentatielijsten en -dossiers moeten worden opgesteld en gehouden en reglementeert de toegang ertoe. Hij kan met de toestemming van de Directeur-generaal beroep doen op specialisten buiten de instelling om sommige verzamelstukken te bestuderen of elke publicatie die er verband mee houdt, uit te voeren.

Buiten het wetenschappelijk beheer van de collecties kunnen de leden van het wetenschappelijk personeel uitzonderlijk of regelmatig belast worden met taken van bestuurlijk karakter in verband met dat pedagogisch beheer of met het beheer van public relations in het kader van de gewoonlijke activiteiten van het Museum. Elk onder hen besteedt drie vijfde van zijn gewone diensttijd aan het wetenschappelijk beheer van de collecties en andere voornoemde taken. Daarvan besteedt hij twee vijfde aan persoonlijke werkzaamheden voor zover deze zich inschrijven in het kader van de wetenschappelijke disciplines en domeinen waaronder de collecties die hij beheert, ressorteren. Deze werkzaamheden worden uitgevoerd onder de leiding van de directie en de controle van de Wetenschappelijk directeur, eventueel bijgestaan door een specialist buiten de instelling, als hij dit nodig acht.

Art. 8. De ambtenaren die instaan voor de bewaking van publieke zalen dragen een gereguleerd pak wanneer zij in contact zijn met het publiek. Dat pak wordt hun verleend op kosten van de Franse Gemeenschap die voor de onderhoud ervan zorgt.

Het is verboden drinkgeld te aanvaarden en te roken in de lokalen waar dat verboden is.

Art. 9. De ambtenaren die in het museum werken, kunnen het ambt van conciërge van de ingangshekken van het park uitoefenen buiten de normale diensturen. Zij zorgen voor de opening en de sluiting van de hekken en volgen daarbij de instructies die door de Directeur gegeven zijn. Zij genieten daartegen een woning, warmte en licht in de kleine verblijven naast de hekken.

Art. 10. De openingsdagen en -uren van het Museum aan het publiek, alsmede het bedrag van de rechten die eventueel aan de ingang moeten worden betaald, worden bepaald door de bevoegde Minister of door zijn afgevaardigde, op het voorstel van de Directeur.

De Directeur kan het Museum niet sluiten zonder de toelating van de Directeur-generaal of zijn afgevaardigde, behalve bij overmacht, namelijk wanneer minder dan vier personeelsleden aanwezig zijn in de ontvangtzalen en -ruimtes. In zulk geval informeert hij onmiddellijk de Minister over zijn beslissing en over de omstandigheden die zijn beslissing hebben gemotiveerd.

Art. 11. De betaling van een eventueel ingangsrecht geeft in elk geval aanleiding tot het uitgeven van een ticket. Dat ticket draagt de datum van uitgave.

Voor elke geldtoevoer in de kassa aan de ingang of in de winkel van het museum moet absoluut een ticket aan de bezoeker worden afgegeven.

Het eventuele bedrag van de ingangsrechten alsmede de opbrengst van de verkoop van publicaties die uitgegeven worden op kosten van de Franse Gemeenschap, wordt gestort op de rekening van het Patrimonium van het Domein van Mariemont.

Art. 12. De veiligheid binnen het Museum en de bezoeksmodaliteiten worden ter plaatse geregeld door de Directeur, die de nodige instructies geeft aan het betrokken personeel. Hij bepaalt de ruimtes waar het verboden is te roken door zich te beroepen op de van kracht zijnde regels en deelt dat verbod mee aan het publiek en het personeel door middel van een aangepaste signalisatie.

De bezoekers die zouden roken in de ruimtes waar dat verboden is, die de tentoongestelde voorwerpen zouden aanraken, of die op eender welke manier wanorde of schandaal zouden veroorzaken, zullen onmiddellijk van het Museum worden buitengezet zonder dat deze maatregel hen het recht verleent de terugbetaling van de aan de ingang betaalde som terug te vragen.

Art. 13. Elke ongewenste beschadiging veroorzaakt door een bezoeker moet burgerlijk worden hersteld. Daarvoor zal een schriftelijke verklaring moeten worden opgesteld door de Directeur of zijn afgevaardigde; dat document zal door de auteur van de schade ondertekend worden, die er zijn eventuele opmerkingen aan zal brengen.

De opzettelijke beschadigingen en de diefstallen vallen onder de strafwetgeving.

Art. 14. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 29 augustus 1985 houdende het huishoudelijk reglement van het Koninklijk Museum Mariemont, wordt opgeheven.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 16. De Minister van Cultuur, Begroting en Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 december 2003.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT